

Lettre de liaison de l'*Internationaliste*

Numéro 1 – Septembre 2024

« Contre le capitalisme, contre le colonialisme, contre le racisme,
pour le socialisme, pour l'internationalisme »

Au cours des derniers mois, le déroulé des événements politiques en France a permis de clarifier la situation générale pour l'immense masse des travailleurs et des jeunes :

- Les institutions de la V^e République sont anti-démocratiques de A à Z. Un président détesté, très massivement rejeté par l'immense majorité de sa population, dans les urnes et dans la rue, peut continuer à mener la même politique anti-sociale et anti-démocratique.

Ce à quoi nous assistons depuis le mois de juin est réel coup d'État, un coup d'État constitutionnel, c'est-à-dire permis par cette constitution. Après avoir maintenu le gouvernement Attal au pouvoir pendant plusieurs semaines pour mener sa sale politique, Macron nomme Barnier premier-ministre, un vieil homme blanc ultra-réactionnaire de 73 ans, notamment opposé à l'IVG, tout cela avec le soutien du RN.

Dans ce contexte, l'alliance Macron – Le Pen apparaît au grand jour. C'est l'option de la bourgeoisie.

- La politique menée se fait intégralement au service des plus riches, c'est-à-dire des capitalistes. Depuis que E. Macron est arrivé à la présidence en 2017, les profits et le patrimoine des plus riches ont été multipliés par deux tandis que sur la même période, le taux de pauvreté a explosé et que les salaires réels ont baissés.

Depuis cette date, Macron et sa clique ont rigoureusement appliqué l'agenda de la bourgeoisie en mettant en place, de manière légale, ou pas, des réductions d'impôts pour les plus riches, en favorisant l'évasion fiscale des multinationales, tout en menant des politiques antisociales, particulièrement contre les chômeurs, les pauvres, les jeunes...

Désormais, il y aurait un « déficit historique » alors qu'il s'agit d'un pillage de centaines de milliards d'euros

scandaleusement transférés des travailleurs vers les capitalistes. L'objectif des capitalistes est de faire payer leur crise aux travailleurs et aux jeunes.

- La France est un État colonial. Elle entretient des relations coloniales avec ses possessions d'outre-mer, aux Antilles, en Guyane, dans l'Océan indien, dans le Pacifique. En Kanaky, la population kanake s'est justement soulevée contre cette situation, pour se battre pour son indépendance.

En réponse, la France mène une politique similaire à ce qu'était l'Algérie française : elle assassine les Kanaks, elle emprisonne et déporte ses chefs politiques à 15 000 km de chez eux, elle s'appuie sur l'armée et sur les colons blancs pour réprimer. De plus, Macron et ses alliés du PS au RN soutiennent inconditionnellement la politique de l'État génocidaire d'Israël.

- La France de la V^e république mène une politique raciste institutionnalisée. Elle utilise, elle favorise le racisme pour diviser, pour fracturer les travailleurs. On ne compte plus les agressions racistes, les violences policières particulièrement contre les populations racisées, notamment les jeunes des quartiers populaires. Les migrants sans papiers, quant à eux, sont systématiquement pourchassés, enfermés et expulsés par cette même police.
- La France de Macron et de la V^e République c'est aussi, l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes et les violences généralisées contre les femmes.
- C'est aussi la négation du réchauffement climatique et le saccage de l'environnement au nom de la préservation des profits des plus riches.

Tous ces éléments sont l'aggravation profonde de tendance que nous observons depuis longtemps. En effet, comme nous, MCI, le disons depuis de longues années, la V^e république, c'est la réaction sur toute la ligne. C'est l'expression à l'échelle nationale de la pourriture du système capitaliste.

Face à cette situation faut-il temporiser et s'en remettre aux « institutions », à la « République », à la « démocratie » ? C'est ce que font en tout cas les composantes du NFP, LFI en particulier, et leurs soutiens de « gauche » et « d'extrême gauche ». Faut-il, sur le plan syndical, continuer à mener le « dialogue social », en le ponctuant de « journée d'actions » ?

Dans un cas comme dans l'autre, cela constitue une terrible erreur. S'en remettre, même honnêtement aux institutions de la république, c'est sombrer dans l'électorisme, et surtout c'est ouvrir la voie au fascisme. Depuis les dernières élections, il n'y a plus aucun doute (pour ceux qui en avaient encore) : pour appliquer son programme réactionnaire et garder ses privilèges, la bourgeoisie, c'est-à-dire les riches, les capitalistes, sera prête à s'appuyer sur l'extrême-droite. Temporiser, se limiter à l'action électorale, c'est laisser le champ libre à cette possibilité.

En juin, des millions de travailleurs et de jeunes, ont

déjoué les prophéties de l'appareil politico-médiatique, en défaisant dans les urnes l'alliance Macron – Le Pen – Bardella. Mais ils n'ont pas fait cela pour avoir au pouvoir une coalition dans laquelle le PS allait encore trahir (le PS trahit toujours). Ils veulent la mobilisation massive, car ils savent que c'est la seule solution pour défaire réellement la politique anti-sociale, anti-démocratique, raciste et colonialiste de la bourgeoisie. Oui, avec la perspective de la rupture avec V^e République, c'est celle de la rupture avec le capitalisme qui est posée.

Cela ne passera par une politique routinière, de manifestations et de grèves dispersées sans lendemain. Si la politique menée par les directions syndicales correspond à cela, c'est parce que leurs états-majors sont intégrés à l'appareil d'État. Les S. Binet, M. Léon, F. Souillot et compagnies sont des représentants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Ils ont organisé la défaite contre le gouvernement en 2023 en n'appelant pas à la grève générale. Et oui la

perspective de la grève générale est bien celle qui se pose pour défaire Macron, Le Pen et la politique de la bourgeoisie.

Il faut rompre avec la routine et le défaitisme qui règne dans les structures syndicales et aller vers la grève générale, notamment en œuvrant par exemple à la constitution de comités pour la grève générale.

Au MCI, nous pensons, plus que jamais que la jeunesse a un rôle particulier et central à jouer. C'est pour cela que nous sommes convaincus qu'il faut lui laisser l'autonomie politique, qu'il faut laisser place à sa créativité politique.

Ajoutons enfin que pour nous, l'alternative qui se pose actuellement à l'humanité est bien socialisme ou barbarie. Le colonialisme, le racisme, l'inégalité, la destruction de l'environnement, ne pourront prendre fin qu'avec la rupture avec le capitalisme. L'émancipation ne sera possible qu'avec le socialisme. Pour nous cette perspective ne peut se faire qu'à l'échelle du monde. C'est pour cela que nous réaffirmons que nous sommes internationalistes.

Pour suivre l'actualité :

https://mastodon.social/@Andre_MCI